MARS 2022 - GRATUIT

CHANTAL SOUCY
DÉPUTÉE DE SAINT-HYACINTHE
VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
450 773-0550
chantalsoucy.ca
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

JOURNAL MOBILES
VOTRE JOURNAL CITOYEN · MÉDIA COMMUNAUTAIRE MASKOUTAIN
WWW.JOURNALMOBILES.COM

Le Centre de bénévolat a trouvé son nouveau quartier général

PAGE 6

PHOTO: CARL VAILLANCOURT

Le curé Serge Pelletier, la présidente de la fabrique de la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, Cécile Baillargeon, le président de la Fondation du bénévolat maskoutain, Stéphane Gagnon, et le président du Centre de bénévolat, Germain Benoit, devant l'église Très-Saint-Sacrement.

Vendez sans tracas, au meilleur prix du marché!
Wow! 15 transactions depuis le début de l'année et j'ai encore des acheteurs préqualifiés qui attendent votre propriété.

RE/MAX RENAISSANCE
AGENCE IMMOBILIÈRE
Tranquillit POUR UNE TRANSACTION IMMOBILIÈRE EN TOUTE QUIÉTUDE.
ENGAGEZ LE COURTIER QUI VA DROIT AU BUT!
PIERRE-LUC MANDEVILLE
TEL. : 450 278-1118 - 450 771-7707
pierreluc.mandeville@cgocable.ca
3100, AVENUE CUSSON,
BUR. 101, SAINT-HYACINTHE

22 à 34 $/h
dès
l'embauche

ON RECRUTE À SAINT-HYACINTHE !

- Caristes
- Opérateurs
- Mécaniciens

TEXTE NOTRE RECRUTEUR AU :

450-712-3448

CONSULTE TOUS LES AUTRES EMPLOIS

Jefo®

CANADA LES SOCIÉTÉS LES MIEUX GÉRÉES

Citation
choisie par Pierre

Aurons-nous la paix un jour?

« On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre. »

- Jean Jaurès

SOMMAIRE

BILLET
PAGE 3

ACTUALITÉS
PAGES 4 À 7

OPINION
PAGE 8

COMMUNAUTAIRE
PAGES 9 À 12

RURALITÉ
PAGES 13 À 17

LIVRES
PAGE 18

SCÈNE
PAGE 19

Suivez-nous sur Instagram
www.instagram.com/journalmobiles/

Suivez-nous sur facebook
www.facebook.com/JournalMobiles

Des profils variables

Ma toute première chronique sur le site de ce journal s'intitulait Être Maskoutain en 2011. Il y a plus de 10 ans, un nouveau réseau social s'installait progressivement dans nos vies : Facebook. En conclusion du texte, j'écrivais que cet outil de communication pouvait devenir – avec un peu d'optimisme – « l'embryon d'un organe de mobilisation locale ». Je donnais l'exemple de l'opposition manifestée contre l'exploitation du gaz de schiste dans la région. En fait, ça s'est avéré.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Avec le temps et l'augmentation exponentielle des abonnés, Facebook a pris différents visages. En langage facebookien, on dirait des « profils » qui peuvent révéler certains traits de personnalité.

Il y a d'abord le profil que l'on pourrait qualifier de « collectif ». Un signe qui ne ment pas, la personne en question est photographiée en ouverture avec quelqu'un d'autre : son conjoint, sa conjointe ou même son chat. Dans ses albums de photos, elle n'est jamais seule. On a beau remonter dans le temps, il y a toujours différents visages dans le portrait.

À l'inverse, il y a le profil « ego ». On dirait que tout devient prétexte à un égoportrait : un voyage, une nouvelle coiffure ou même un changement d'humeur. De là à dire que ces personnes sont un peu narcissiques, il n'y a qu'un pas que je ne franchirai pas. Quoique…

Je suis tombé un jour sur la page d'une abonnée qui accumulait des photos d'elle-même depuis 2015, l'année de son entrée dans le réseau. Des dizaines et des dizaines d'égoportraits qui ponctuaient les moments de sa vie. Je ne comprends pas les motivations de cette personne qui tient à afficher publiquement son image à répétition, et ce, année après année.

***

Autrement dit, Facebook peut afficher différents profils de personnalité, parfois contradictoires. Bien sûr, il y a une multitude de profils. La plupart sont inoffensifs, à savoir qu'ils ne conduisent pas à des polémiques déchirantes. Par contre, depuis deux ans, on a assisté à l'émergence d'échanges beaucoup plus polarisants.

Je parle évidemment des positions adoptées envers les mesures sanitaires imposées par les gouvernements pour faire face à la pandémie. Le confinement, le couvre-feu, les vaccins et, enfin, le port du masque ont alimenté des controverses. On pourrait dire que certains traits de personnalités se sont alors distingués. Des « profils » se sont radicalisés.

À tel point que ces divergences d'opinions – affirmées publiquement – ont pu générer des ruptures. Des ruptures entre amis, entre collègues de travail et même au sein d'une même famille se sont produites. On a parlé de couples qui se sont séparés à cause de cela. Certains sportifs et certains artistes ont vu leur vie professionnelle chamboulée en perdant des contrats.

Il y a 10 ans, j'espérais que Facebook devienne un outil de mobilisation pour faire preuve de solidarité contre les attaques au bien commun. J'étais loin de me douter que les réseaux sociaux serviraient un jour à ostraciser des individus à ce point.

Mais il y a eu la pandémie. Et le mal est fait.

BORIS

Journalistes-Collaborateurs
Paul-Henri Frenière, Alexandre D'Astous, Roger Lafrance, Anne-Marie Aubin, Carl Vaillancourt, Pierre Béland, Boris.

Comité de rédaction
Anne-Marie Aubin, Sophie Brodeur, Nelson Dion, Pierre Béland.

Direction et publicité
Nelson Dion > direction@journalmobiles.com
Guillaume Mousseau > guillaume@journalmobiles.com
Téléphone - 450 230-7557

Graphisme
Martin Rinfret - Solutions graphiques - 819 375-4671

Conseil d'administration
Sophie Brodeur, présidente, Anne-Marie Aubin, vice-présidente, Paul St-Germain, secrétaire et trésorier, Pierre Béland, administrateur, Alyson Côté, administratrice.

Les grandes lignes
Mobiles, Média Communautaire Maskoutain est un organisme à but non lucratif (OBNL) dont la mission première est la production et la diffusion de l'information locale et régionale reflétant en priorité la vie culturelle, sociale et communautaire de la collectivité maskoutaine.

Visitez le www.journalmobiles.com
Faites parvenir vos textes, photos et commentaires à **redaction@journalmobiles.com**

Culture et Communications Québec

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

JOURNAL MOBILES
média communautaire maskoutain
450 501-8790 www.journalmobiles.com
1195, rue Saint-Antoine – Bureau 308
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3K6
Tirage : 32 500 exemplaires
Distribution par Postes Canada et présentoirs
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec 1157494
ISSN : 2292-3551

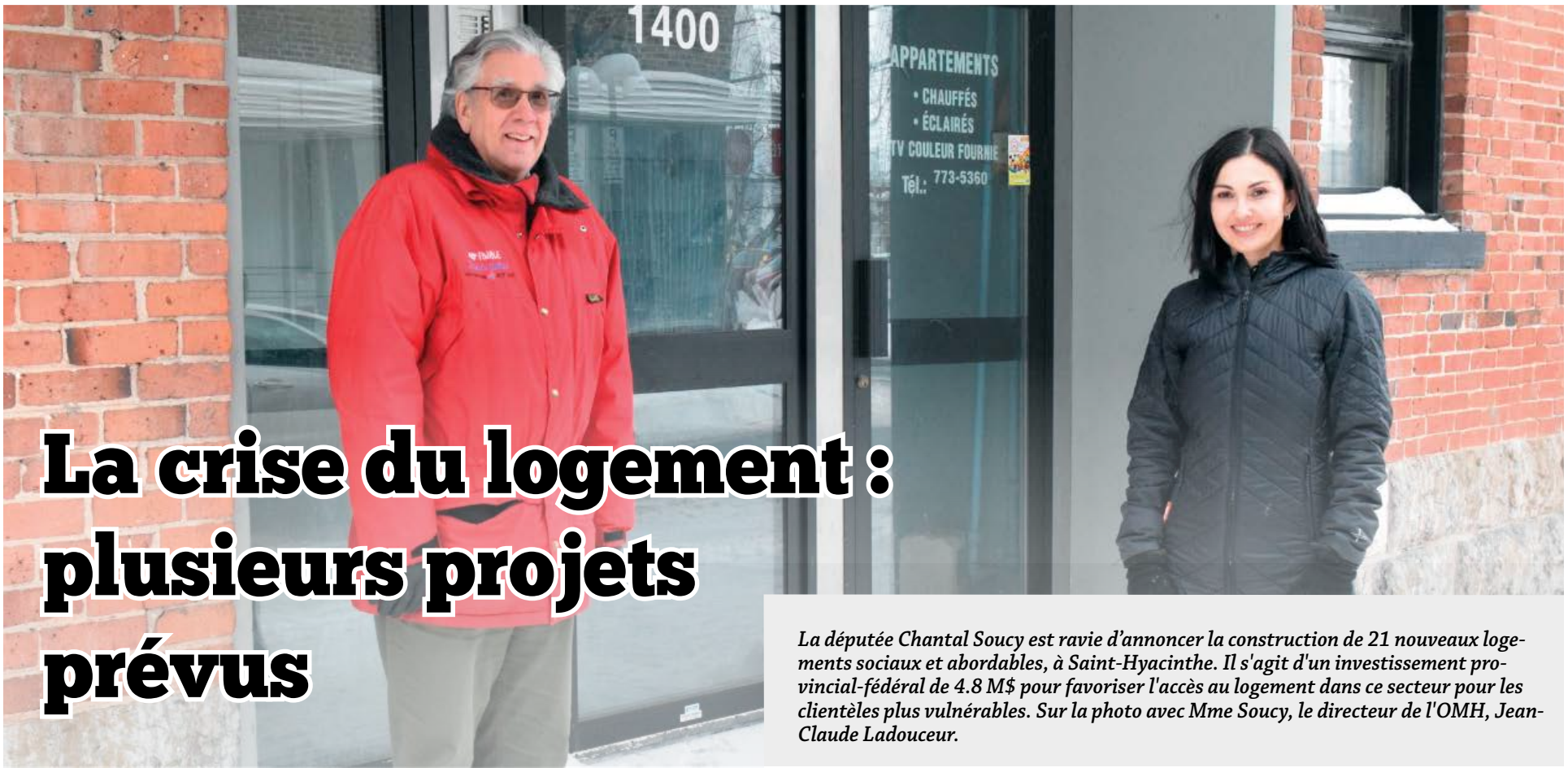


PHOTO : GRACIEUSETÉ

La députée Chantal Soucy est ravie d'annoncer la construction de 21 nouveaux logements sociaux et abordables, à Saint-Hyacinthe. Il s'agit d'un investissement provincial-fédéral de 4.8 M$ pour favoriser l'accès au logement dans ce secteur pour les clientèles plus vulnérables. Sur la photo avec Mme Soucy, le directeur de l'OMH, Jean-Claude Ladouceur.

La crise du logement : plusieurs projets prévus

Moins de huit mois après le dernier rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la pénurie de logements abordables a atteint un nouveau sommet à Saint-Hyacinthe, ce qui a eu pour effet d'augmenter la facture des locataires de la région.

CARL VAILLANCOURT

Dans un recensement réalisé par TVA Nouvelles le 21 février dernier, la Ville de Saint-Hyacinthe se retrouve au cinquième rang des municipalités ayant la plus importante augmentation des loyers dans la province. Le prix moyen du logement a bondi de 8,1 % depuis le dernier rapport publié l'été dernier.

Seules les villes de Gatineau, Shawinigan, Sherbrooke et Salaberry-de-Valleyfield présentent une hausse plus importante qu'à Saint-Hyacinthe.

Lors du dévoilement du nouveau programme S.A Reloge par le comité Logemen'mêle plus tôt en début d'année, l'intervenant en défense des droits des locataires, Pierre-Alexandre Voynaud-Nadeau, avait abordé la problématique qui existait à Saint-Hyacinthe.

« Avec un taux d'inoccupation bas, ça exerce une pression importante sur le prix des logements et ça rend la vie difficile aux locataires. Pour avoir un marché à l'équilibre, la SCHL estime qu'il manque 1 000 unités locatives à Saint-Hyacinthe », a expliqué Pierre-Alexandre Voynaud-Nadeau.

Le dernier rapport publié par l'institution de juridiction fédérale en juin 2021 était qualifié d'inquiétant par les acteurs du milieu du logement sur la Rive-Sud. À ce moment, la facture mensuelle du logement moyen avec deux chambres (4 ½) s'élevait à 909 $ selon l'organisme communautaire spécialisé dans la question du logement situé au centre-ville de Saint-Hyacinthe.

Selon les plus récentes données, le loyer moyen du même logement en sol maskoutain frôle les 1 000 $ à ce jour.

Un contexte propice à l'explosion des coûts

Selon les experts, la conjoncture économique a contribué à cette hausse significative du prix des unités locatives depuis quelques années. La faiblesse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, combinée à la demande qui surpasse l'offre dans le marché immobilier, a exercé une pression importante sur le marché immobilier.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a connu un bond spectaculaire en 2021. L'inflation s'est établie à 4,8 % au Québec en décembre dernier, soit le plus haut niveau enregistré depuis 1991. La banque centrale du Canada n'a pas eu d'autre choix que de hausser son taux directeur de 0,25 % pour atteindre 0,50 % le 2 mars dernier.

L'institution fédérale chargée de la politique monétaire au pays avait abaissé le taux directeur au début de la pandémie en mars 2020 pour atteindre un seuil de 0,25 %.

Dans une entrevue accordée à Radio-Canada le 2 mars dernier, le conseiller principal en gestion de patrimoine à la Banque Nationale de Sept-Îles, Serge Morin, avait critiqué le retard d'une telle décision. Selon lui, les contribuables ont payé pour cette décision retardataire.

« La Banque du Canada savait que le gouvernement au pouvoir allait injecter énormément d'argent et, pendant ce temps-là, elle n'a pas réagi. Elle a laissé l'immobilier exploser à la hausse, elle a laissé l'effet de richesse se créer et maintenant, il faut qu'elle réussisse à contrebalancer ce qu'elle a elle-même créé, avance M. Morin. »

En augmentant le taux directeur, la Banque du Canada essaie par le fait même de diminuer l'accessibilité aux emprunts afin de ralentir une croissance trop rapide de l'activité économique. Une hausse trop importante de l'économie viendrait créer une bulle inflationniste importante pour les Québécois.

Un stress financier pour les aînés

Parmi les gens les plus affectés par ces hausses répétitives, les aînés se retrouvent en tête de liste, eux qui voient leur pouvoir d'achat se détériorer un peu plus chaque année. Avec la hausse du prix des logements dans la région et l'exacerbation du coût de la vie, les aînés sont touchés de façon importante par la conjoncture actuelle.

Selon le directeur par intérim de l'Association coopérative d'économie familiale de la Montérégie-est (ACEF), Roger Lafrance, le stress financier est une préoccupation qu'il voit au quotidien dans ses fonctions.

« Avec l'augmentation du coût de la vie, le budget reste fragile. Les loyers, l'épicerie et les autres dépenses qui augmentent, ça devient stressant pour eux », a expliqué Roger Lafrance lors d'un entretien téléphonique avec le Journal Mobiles.

La situation n'est toutefois pas unique à Saint-Hyacinthe, puisque sa clientèle de Granby vit la même situation. L'accessibilité à un logement à prix abordable devient de plus en plus rare.

« C'est aussi pire à Granby qu'à Saint-Hyacinthe, explique-t-il. C'est la même situation. Ça insécurise beaucoup les gens. Si je n'ai pas un bon dossier de crédit, l'accès à un logement devient difficile. Les logements sont élevés à 800-900 $ pour une personne vivant seule. »

De son propre aveu, le nombre d'appels pour obtenir des services est en hausse de façon considérable. Uniquement pour les aînés, le directeur intérimaire de l'ACEF Montérégie-est estime que la hausse de son volume d'activités auprès de cette clientèle oscille entre 15 et 20 % depuis la pandémie.

Au-delà de la hausse du coût de la vie, la pandémie a joué un rôle important sur le stress financier et sur les inquiétudes des aînés. Beaucoup de personnes âgées se sont retrouvées isolées au cours des dernières années. Avec les points de service gouvernementaux fermés en raison de la COVID-19, plusieurs Maskoutains ont dû faire appel aux services de l'ACEF pour être accompagnés dans leurs démarches bureaucratiques.

À cette période de l'année, les propriétaires envoient le renouvellement de bail souvent accompagné d'une hausse tarifaire pour les 12 prochains mois. De par son expérience, Roger Lafrance a vu beaucoup d'aînés accepter des hausses qui ne respectaient pas les règles établies par la Régie du logement. Ceux-ci veulent éviter une source de stress supplémentaire.

« La personne qui vit dans un logement depuis longtemps, c'est une source de stress. Une personne âgée est moins susceptible de faire prévaloir ses droits au propriétaire. Un propriétaire qui envoie un avis d'augmentation de 30-40 $ par mois, il y a moins d'objections », a-t-il fait valoir.

Il tient toutefois à préciser que la pénurie de logements abordables ne se fait pas ressentir uniquement chez les aînés. Tous les groupes d'âge sont affectés par la situation ▶

actuelle selon lui. Par exemple, l'accessibilité à la propriété pour les jeunes fait aussi partie des enjeux visibles de la crise du logement.

Une série de bonnes nouvelles au début 2022

Conscients de la situation critique vécue par les citoyens de Saint-Hyacinthe, les élus municipaux ont adopté plusieurs projets de règlements au cours des dernières semaines afin de permettre la construction de bâtiments comportant plusieurs unités domiciliaires à Saint-Hyacinthe.

Le 22 février dernier, la députée provinciale de Saint-Hyacinthe, Chantal Soucy, a annoncé qu'un projet de 21 nouveaux logements sociaux et abordables sera financé par des fonds publics. La coquette somme de 4,8 M$ a été sécurisée pour rénover le bâtiment situé au 1400, rue Saint-Antoine, au centre-ville de Saint-Hyacinthe.

Les fonds alloués pour le projet proviennent de la deuxième phase de l'entente entre Ottawa et Québec pour le programme Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) dirigé par la Société d'habitation du Québec. Au total, ce sont 1 400 logements sociaux et abordables qui seront construits en 2022 grâce à ce programme.

La députée Chantal Soucy s'est dite ravie de l'annonce réalisée par sa collègue ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), Andrée Laforest, le 22 février.

De son côté, le député fédéral de Saint-Hyacinthe-Bagot, Simon-Pierre Savard-Tremblay, a affirmé être heureux du dénouement. Bien qu'il salue le programme, le député bloquiste demande à Ottawa de bonifier l'enveloppe budgétaire.

« En mon nom et celui de mes collègues, nous demandons à ce que le fédéral investisse jusqu'à 1 % du budget annuel vers les provinces pour financer la construction de logements abordables de façon à répondre à la crise actuelle que nous vivons. Ça prend des investissements à Saint-Hyacinthe pour sortir de la crise du logement », a-t-il plaidé.

Ces 21 nouveaux logements abordables compenseront la démolition de l'immeuble locatif situé au 1095, avenue Laframboise. La Ville de Saint-Hyacinthe a déclaré que le bâtiment vétuste et dangereux devait être démoli prochainement. Une inspection réalisée l'été dernier avait démontré plusieurs éléments posant problème.

Sur une note positive, deux autres projets immobiliers d'envergure ont été annoncés au début du mois. Dans un premier temps, les hommes d'affaires maskoutains Vincent Lainesse et Dominic Rodier ont présenté un projet de huit étages comprenant 200 à 250 unités locatives, dont 30 % de logements abordables. Le projet Biophilia serait construit dans le stationnement public près du Centre des arts Juliette-Lassonde.

Avant d'aller de l'avant avec le projet, une étude de faisabilité sera réalisée auprès des acteurs locaux. De plus, le projet sera déposé au Fonds national de co-investissement pour le logement créé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Le projet pourrait même être financé jusqu'à 95 % de sa valeur totale en fonction du nombre de logements abordables.

Finalement, un autre projet de 167 logements abordables sera mené par Gestion Mempré, propriétaire du terrain situé sur l'ancien magasin Pantorama à Douville. Lors de la lecture du projet de règlement au conseil municipal du 7 mars dernier, le conseiller municipal du secteur Douville, David-Olivier Huard, a mentionné que le projet comptera également 15 % de logements subventionnés par l'Office municipal d'habitation des Maskoutains et d'Acton.

PHOTO : GOOGLE EARTH

Le projet Biophilia serait construit dans le stationnement public près du Centre des arts Juliette-Lassonde.

En contexte de pandémie, quoi faire avant de consulter ?

J'ai un résultat positif à la COVID-19.

DÉBUTER LES SOINS À LA MAISON

J'ai des questions sur ma santé.

APPELER INFO-SANTÉ 811

J'ai des inquiétudes ou je vis une situation difficile.

APPELER INFO-SOCIAL 811

Je souhaite renouveler mes ordonnances.

EN PARLER AVEC VOTRE PHARMACIEN(NE)

Québec.ca/besoinsanté

Votre gouvernement

Québec

Le Centre de bénévolat a trouvé son nouveau quartier général

Après plusieurs mois de recherches pour un local plus grand afin de concentrer une plus grande part de ses activités dans un même endroit, le Centre de bénévolat a finalement trouvé son nouveau quartier général. À moins d'un revirement exceptionnel, le Centre de bénévolat pourrait déménager dans l'église Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement et son presbytère d'ici quelques mois.

CARL VAILLANCOURT

« Nous sommes très heureux du dénouement. On se croise les doigts que tout se passe bien d'ici les prochaines semaines pour officialiser le tout », a expliqué le directeur général de la Fondation du bénévolat maskoutain, Stéphane Gagnon.

Initialement, le Centre de bénévolat souhaitait ardemment s'installer au centre-ville de Saint-Hyacinthe, puisqu'une part importante de sa clientèle réside à proximité. La relocalisation de la cuisine communautaire qui prépare en moyenne 300 repas par jour constituait un défi supplémentaire, puisque la cuisine à elle seule nécessitait une superficie de 5 000 pieds carrés.

Les acteurs impliqués dans le projet n'ont pas eu d'autres choix que de se détourner du centre-ville pour trouver un local suffisamment grand pour répondre aux besoins de l'organisme.

« On a visité plusieurs locaux et nous avions plusieurs plans qui sont tombés à l'eau en raison de nos besoins spécifiques. On est condamné à ce que cette option soit la bonne », a lancé à la blague le président du Centre de bénévolat, Germain Benoit.

Par le biais de la Fondation du bénévolat maskoutain, une entente de principe pour l'acquisition de l'église et du presbytère a été conclue avec le Diocèse. Après une enquête diligente sur l'état des bâtiments, la transaction immobilière sera officialisée.

Des investissements majeurs à venir

Une fois la conclusion de l'enquête diligente dans 90 jours, la Fondation du bénévolat maskoutain se portera acquéreur. Cela ne signifie pas que le travail est terminé.

L'évêque du diocèse de Saint-Hyacinthe avait demandé à la paroisse de faire l'évaluation des bâtiments. L'enquête réalisée par la firme privée Nadeau Blondin Lortie a eu l'effet d'un coup de massue sur la tête des dirigeants de la fabrique de la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire. De son propre aveu, Cécile Baillargeon, qui agit comme présidente, a qualifié le rapport comme étant déconcertant et inquiétant pour la suite des choses.

« Les travaux de réfection étaient évalués à 1,2 M$ environ, a mentionné Cécile Baillargeon lors du point de presse le 1er mars dernier. On devait débourser cette somme en 10 ans, et ce, en plus de l'entretien courant. On n'avait pas les moyens de garder ça comme ça. Quelque temps après, la Fondation est venue cogner à notre porte. Cette collaboration se veut un cadeau du ciel. C'était une occasion en or pour nous d'être partie prenante d'une cause noble essentielle à la population et qui répond à la mission de la paroisse en plus de préserver notre lieu de culte. »

PHOTO : CARL VAILLANCOURT

Le curé Serge Pelletier, la présidente de la fabrique de la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, Cécile Baillargeon, le président de la Fondation du bénévolat maskoutain, Stéphane Gagnon, et le président du Centre de bénévolat, Germain Benoit, devant l'église Très-Saint-Sacrement.

Avec les travaux évalués à 1,2 M$, la Fondation du bénévolat maskoutain et le Centre de bénévolat devront débourser également 1,5 M$ pour aménager leurs nouveaux locaux. Heureusement, la plus récente campagne de financement réalisée par la Fondation du bénévolat maskoutain a permis de sécuriser la somme de 4,1 M$ en dons ou promesses de dons, et ce, pour les cinq prochaines années.

Le palais de justice temporaire fonctionnel

Après avoir craint que le palais de justice déménage du côté de Belœil, la communauté maskoutaine a été rassurée par le ministre de la Justice du Québec et procureur général du Québec, Simon Jolin-Barrette, en marge du point de presse qui visait à inaugurer le palais de justice temporaire le 28 février dernier.

CARL VAILLANCOURT

« Je peux vous assurer que le palais de justice va demeurer à Saint-Hyacinthe. Ma collègue, Chantal [Soucy], a été claire dans nos pourparlers », a indiqué Simon Jolin-Barrette en réponse à une question des journalistes lors de la période de questions.

Quelques rumeurs avaient émané lors des derniers mois sur une éventuelle relocalisation d'un palais de justice en Montérégie du côté de Belœil. Bon nombre de Maskoutains craignaient un déménagement dans la circonscription voisine.

« C'est un soulagement pour nous. On avait peur de perdre le palais de justice temporaire, et puis on avait peur de perdre le nouveau palais de justice ensuite. C'est une belle collaboration qu'on a pu avoir », c'est ce qu'a déclaré le maire de la municipalité de Saint-Hyacinthe, André Beauregard.

De son côté, la députée de Saint-Hyacinthe, Chantal Soucy, s'est dite ravie de l'inauguration du palais de justice temporaire dans l'ancienne épicerie Super C. Elle a rappelé que ce dossier ne datait pas d'hier, puisque le bâtiment ne répondait plus aux normes établies par le ministère de la Justice.

« Je me réjouis de l'ouverture du palais de justice temporaire. La désuétude du palais de justice actuel est bien connue à Saint-Hyacinthe et la construction d'un nouveau palais est réclamée depuis longtemps. Les citoyennes et les citoyens pourront profiter d'un nouveau palais plus moderne et répondant mieux à leurs besoins », a-t-elle mentionné lors de l'inauguration le 28 février dernier.

Un nouveau palais de justice en 2025

Lors de son point de presse, Simon Jolin-Barrette a apporté de nouveaux éléments quant à la construction du nouveau palais de justice. De ses dires, les travaux débuteront à la fin de la présente année.

Dans un premier temps, le processus des appels d'offres aura lieu, puis les travaux de démolition devraient s'amorcer dans la deuxième moitié de l'année 2022. La facture du nouveau projet pourrait toutefois exploser en raison de la hausse importante des coûts des matériaux de construction ainsi que de l'ajout d'un stationnement intérieur. Cette dernière requête provient de la Ville de Saint-Hyacinthe pour s'assurer d'offrir un nombre suffisant de cases de stationnement au personnel qui travaillera dans le nouveau palais de justice.

PHOTO : CARL VAILLANCOURT

Le ministre de la Justice du Québec et procureur général du Québec, Simon Jolin-Barrette, en marge du point de presse qui visait à inaugurer le palais de justice temporaire le 28 février dernier.

Les dernières estimations réalisées par la Société québécoise des infrastructures concernant la reconstruction du palais de justice de Saint-Hyacinthe oscillaient autour de 90 M$ selon un article publié dans Le Devoir en mars 2021.

Toutefois, le palais de justice temporaire a été aménagé à l'intérieur du budget de 16,2 M$ qui avait été prévu initialement par la Société québécoise des infrastructures.

Selon la présidente du Groupe Robin, Nellie Robin, la coordination du projet avec les différents intervenants impliqués s'est bien déroulée dans l'ensemble.

« Le principal défi, ça a été l'approvisionnement de tout ce qui était spécifique au projet. L'important, pour nous, c'était de répondre aux besoins des différents groupes de personnes qui auront à travailler ici au quotidien », a répondu Nellie Robin.

LETTRE OUVERTE

Monsieur Legault, le droit des femmes à la santé est en jeu

La pandémie, et particulièrement Omicron, a poussé à son extrême un système de santé que l'on savait fragile depuis des années. Face à un réseau fissuré de toute part, un examen en profondeur s'impose. Force est de constater qu'il faudra rebâtir notre système différemment. Pour ce faire, les obstacles à l'accessibilité des services sociaux et de santé qui sont longtemps restés dans l'angle mort et qui touchent particulièrement les femmes devront être pris au sérieux par le gouvernement de François Legault.

Services centralisés, privatisés, tarifés, femmes larguées par la complexité du réseau et surtout confrontées aux violences commises par les institutions de la santé. L'ensemble des 17 Tables régionales de groupes de femmes et le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec prennent aujourd'hui le crayon pour alerter le premier ministre à ces entraves au droit à la santé. Le gouvernement doit s'y attaquer pour que toutes les femmes aient rapidement un réel accès à des services sociaux et de santé publics, gratuits, universels et de qualité sur l'ensemble du territoire.

Des souffrances alimentées par les institutions

Dans les 17 régions du Québec, les groupes de femmes nous rapportent des cas montrant que le réseau de la santé arrive difficilement à prendre en compte l'aspect multidimensionnel des femmes. Par exemple, au sein d'une ressource en santé mentale, une femme rapporte la violence vécue dans un contexte conjugal. Celle-ci se fait blâmer et répondre que son trouble de santé pourrait être la cause de cette violence. Elle est réduite à une seule chose : son état mental. Il en est de même pour une femme confrontée à la grossophobie au sein du réseau. Ses enjeux de santé sont le plus souvent réduits à son poids. Une autre femme voit sa situation médicale banalisée en raison d'un préjugé quant à la plus grande tolérance des femmes noires à la douleur. Cela entraîne un retard dans son diagnostic.

Ces attitudes bien réelles causent des souffrances physiques et psychologiques aux femmes qui les subissent et affectent leur accès à des soins de qualité. L'an dernier, la mort de Joyce Echaquan a mis un visage sur cette forme de violence pernicieuse commise dans ou par une institution. Cette violence institutionnelle met particulièrement en danger la santé et la vie des femmes autochtones, dont plusieurs vivent en situation de vulnérabilité sociale, et de nombreuses autres femmes vivant à la croisée des oppressions.

Les services inadaptés, voire refusés, à certaines femmes sont un autre exemple de cette violence qui engendre leur exclusion du système de santé et de services sociaux. Des femmes ne peuvent bénéficier de services, telle une mammographie, parce que les équipements ne sont pas adaptés à leur situation de handicap. D'autres se voient refuser l'accès à l'adoption ou à la reproduction assistée en raison de leur contexte de handicap. Par ailleurs, le virage numérique dans l'octroi de services ou la prise de rendez-vous crée une fracture d'accès pour les femmes aînées, celles avec un faible niveau de littératie ou encore celles habitant des territoires où la connexion Internet est insuffisante.

Enfin, nous observons au sein du réseau une violence institutionnelle envers son personnel composé d'une majorité de femmes et, dans certaines régions, de travailleuses sans-papiers, réfugiées, immigrantes et racisées aux prises avec des conditions de travail intenables. Le sous-financement historique des services publics a engendré un réseau dont le fonctionnement repose sur la surcharge, la sous-rémunération, la non-reconnaissance, voire l'exploitation, de leur travail. Ces femmes en paient le prix par leur santé et leur appauvrissement.

Des gains historiques compromis

Ces enjeux vécus par les femmes se tournant vers le système de santé et par celles qui y travaillent s'inscrivent dans un continuum de violences genrées. Les gains pour le droit à la santé et pour l'égalité des femmes qui ont découlé de la mise en place du réseau public de la santé et des services sociaux sont sérieusement compromis.

Il y a un an, à la sortie du Plan d'action en santé et bien-être des femmes, le gouvernement Legault déclarait que leur santé est au cœur de ses préoccupations. Aujourd'hui, nous lui demandons s'il reconnaît les obstacles évoqués et s'il est prêt à agir dès maintenant de manière structurante pour les éliminer. Il est essentiel que le Québec ait des services sociaux et de santé véritablement accessibles aux femmes qui en sont le plus éloignées. Le droit à la santé est en jeu.

Linda Crevier, présidente du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ)

PUBLIREPORTAGE

PHOTO : CYNTHIA SAWYER PHOTOGRAPHIE

En plein vol...

L'histoire de Lisette Hélène est une source d'inspiration par son apport aux autres tant dans le passé qu'aujourd'hui. Cette femme parle d'abord avec fierté de ses enfants et de ses petits-enfants devenus grands, des personnes qui ont croisé son chemin, mais aussi de cette rencontre inoubliable qu'elle a fait un jour... une histoire à faire rêver !

MARIE-FRANCE BEAUREGARD
AGENTE DE JUMELAGE
ET INTERVENANTE
TRAIT D'UNION MONTÉRÉGIEN

À travers les hauts et les bas, la famille est toujours demeurée très importante pour Lisette, même si, vu de l'extérieur, le divorce et la monoparentalité n'en sont pas toujours le reflet. Lisette Hélène a poursuivi sa route avec détermination. Sa vie professionnelle avait d'ailleurs débuté dès l'âge de 18 ans par un séjour à Toronto. Ses parents croyaient déjà en tout son potentiel et la jeune travailleuse avait développé son aisance de traductrice assez rapidement, ne réalisant aucunement à quel point ce départ était extraordinaire comparé à celui des autres diplômées de son entourage. Son engagement bénévole? Il a commencé vers l'âge de dix ans. Elle raconte en riant: « c'était un honneur de passer pour des grandes filles » quand elle servait le déjeuner aux tables au sous-sol de l'église les dimanches matins. Elle replonge dans ses souvenirs avec joie, en présentant le tablier brodé de dentelles qu'elle portait à l'époque et qu'elle conserve précieusement.

Au fil des ans, ses implications se sont multipliées malgré un agenda chargé: secrétaire au Camp Richelieu et à la Société de l'arthrite, enseignante à l'Aide Pédagogique aux Adultes et aux Jeunes, amie bénévole au Trait d'Union Montérégien... « Je voudrais tellement que tout le monde soit heureux, dit-elle, c'est ma petite contribution. »

Après avoir travaillé pendant plusieurs années comme secrétaire, elle a choisi de se réorienter vers la correction et les cours d'anglais, partageant son aisance avec la langue de Shakespeare autant avec les enfants du primaire qu'avec des personnes plus âgées. « Je les aime tous. Chaque personne est unique et arrive avec son bagage peu importe l'âge. »

Elle a rencontré son grand amour lors d'un voyage entre amies vers Cuba, profitant d'un court répit sans enfant. Méfiante avec les hommes, Lisette Hélène a fini lentement, mais sûrement par succomber à un amour inconditionnel teinté d'une liberté réciproque. Si cette relation a fait jaser sur le coup, Lisette Hélène se considère aujourd'hui choyée d'avoir pu connaître un amour comme celui-là, un amour qu'elle aurait souhaité voir durer toujours. Déjà 22 années se sont écoulées depuis le départ de l'être aimé. Et depuis ce temps, cette semeuse de joie accueille tous ceux et celles qui viennent chez elle en souhaitant qu'ils en repartent plus heureux. Et cela fonctionne, je peux en témoigner. Merci Lisette Hélène et bon printemps!

TUM
TRAIT D'UNION MONTÉRÉGIEN
#un trait sur l'isolement

Portes ouvertes à l'APAJ pour la Semaine de l'alphabétisation populaire

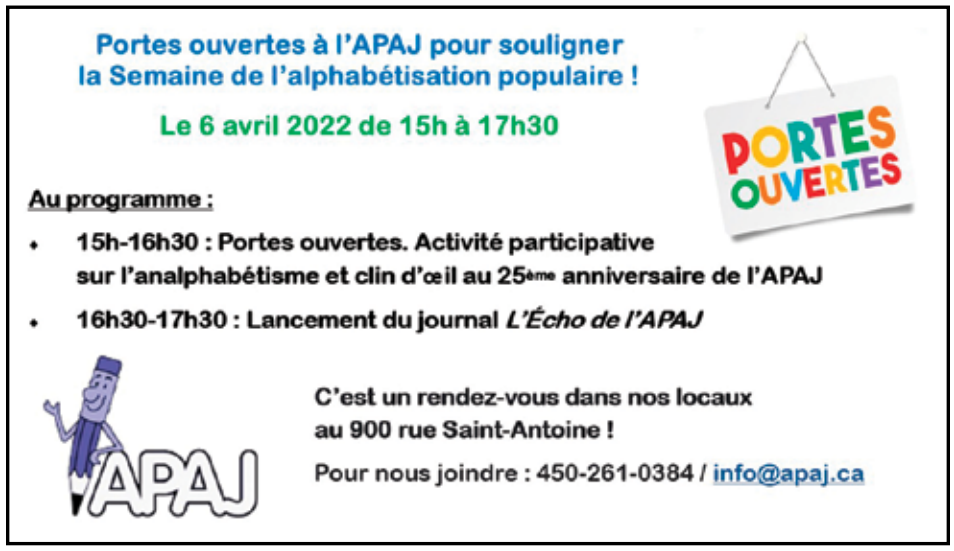
La Semaine de l'alphabétisation populaire, qui cette année aura lieu du 4 au 8 avril prochain, est une initiative du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Cette semaine vise à sensibiliser la population à la réalité des personnes analphabètes et aux enjeux entourant l'analphabétisme au Québec. C'est aussi l'occasion de mieux faire connaître les 76 organismes d'alphabétisation populaire membres du RGPAQ qui œuvrent dans les différentes régions du Québec et de faire découvrir comment ils travaillent au quotidien auprès des adultes peu alphabétisés.

L'alphabétisation populaire est une approche basée sur les besoins des personnes qui viennent dans nos organismes pour apprendre à lire, à écrire et à calculer qui tient compte de leur vécu et qui s'adapte à leur rythme d'apprentissage. En « alpha pop », nous voyons l'apprentissage de la lecture et de l'écriture comme un outil d'émancipation qui permettra aux personnes non seulement de mieux fonctionner au quotidien, mais aussi de reprendre du pouvoir sur leur vie et de retrouver leur place dans la société. En ce sens, les organismes d'alphabétisation populaire, comme l'APAJ à Saint-Hyacinthe, sont des milieux de vie où les participants et participantes brisent leur isolement, tissent des liens, reprennent confiance en eux et apprennent à s'exprimer et à défendre leurs droits.

Cette année, pour souligner la Semaine de l'alphabétisation populaire, l'APAJ (Aide pédagogique aux adultes et aux jeunes) a décidé d'organiser une activité portes ouvertes le 6 avril prochain. Ce sera l'occasion de venir échanger avec nous et avec les participants et les participantes autour d'un café, de prendre part à une activité de sensibilisation sur l'analphabétisme et de voir le parcours en images de l'APAJ au cours des dernières années. En effet, comme l'APAJ n'a pas pu souligner son 25e anniversaire l'an dernier à cause de la pandémie, nous en profiterons pour faire un petit clin d'œil visuel à nos 25 ans…

Enfin, nous clôturerons l'activité par le lancement public de l'Écho de l'APAJ, le journal de l'organisme. Ce journal, auparavant distribué à l'interne seulement, aura à partir de maintenant une vie en dehors de nos murs! Il est le fruit de notre atelier de rédaction de journal et est réalisé grâce à la contribution des participants et des participantes de l'APAJ qui veulent faire voyager leurs voix dans d'autres organismes du quartier et ainsi donner de la visibilité à notre organisme.

C'est donc un rendez-vous à ne pas manquer : nous vous invitons à venir nous rencontrer dans les locaux de l'APAJ le 6 avril prochain entre 15 h et 17 h 30!



8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

La condition féminine toujours au cœur des préoccupations

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, le Journal Mobiles a discuté avec quelques femmes impliquées dans la communauté maskoutaine et le constat est clair : il reste encore beaucoup de travail à faire pour l'amélioration de la condition des femmes.

ALEXANDRE D'ASTOUS

Impliquée au sein de plusieurs organismes depuis une vingtaine d'années et membre de la Coalition des femmes de la MRC Les Maskoutains (CO-FEMM), Lyne Goulet s'est toujours battue pour l'avancement de la condition féminine. « C'est une cause qui m'interpelle. Il va falloir recommencer à revendiquer, car nous sentons un recul dans les conditions de vie des femmes. Il y a eu une vague de féminicides au début de l'année 2021. Trop de femmes ne bénéficient pas encore d'une autonomie financière. Ce sont surtout des femmes qui travaillent dans les secteurs tertiaires et communautaires, là où les salaires sont les moins élevés », indique-t-elle.

Pour Mme Goulet, pour éviter de reculer, il faut s'assurer d'avoir plus de femmes en politique et dans des postes décisionnels. Elle estime que ce n'est pas tout d'avoir une parité hommes-femmes au Conseil des ministres. Elle considère qu'il faut que des femmes occupent des ministères importants, ce qui n'est pas encore le cas. Mme Goulet souhaite que les femmes prennent davantage confiance en elles.

« On ne peut pas tout savoir en commençant, mais on peut apprendre comme le font les hommes. Il faut arrêter de penser que nous ne sommes pas capables. Nous avons les moyens d'investir les lieux de pouvoir qui sont encore trop réservés aux hommes. »

Mme Goulet trouve inquiétant de réentendre des discours contre l'avortement dans l'entourage de certaines formations politiques, dont le Parti conservateur du Québec.

Relance de l'organisme CO-FEMM

Même si l'organisme CO-FEMM n'a pas tenu d'activité le 8 mars pour souligner l'événement en raison du contexte incertain lié aux mesures sanitaires pour combattre la COVID-19, la trésorière de l'organisme, Jubilee Laraguibel, précise que la promotion des droits des femmes demeure une question d'actualité et que l'organisme reprendra ses activités au cours des prochaines semaines. Lyne Goulet et elle invitent les femmes intéressées à s'impliquer à se manifester.

Mme Laraguibel mentionne que la Maison de la Famille va organiser une activité en lien avec les revendications féministes d'ici la fin du mois de mars, sans avoir plus de détails à dévoiler pour le moment.

Inégalités et discriminations

La crise sanitaire a mis au jour les inégalités et les discriminations systémiques vécues par les femmes, que ce soit à titre de travailleuses ou de citoyennes.

Le Centre de femmes l'Autonomie en soiE (CFAES) de Saint-Hyacinthe a proposé à ses membres une réflexion sur le thème de la journée du 8 mars « L'avenir est féministe ». Il en ressort qu'il y a encore beaucoup de choses à améliorer. « La violence faite aux femmes est toujours présente et cela nous préoccupe. Les nombreux féminicides dans la dernière année ont marqué nos membres. Nous œuvrons à l'égalité entre les hommes et les femmes. Aussi, nous n'avons pas toutes les mêmes réalités, mais souhaitons une équité entre les femmes. C'est ce qui a été mentionné dans nos discussions », rapporte la co-coordonnatrice du Centre, Mandoline Blier.

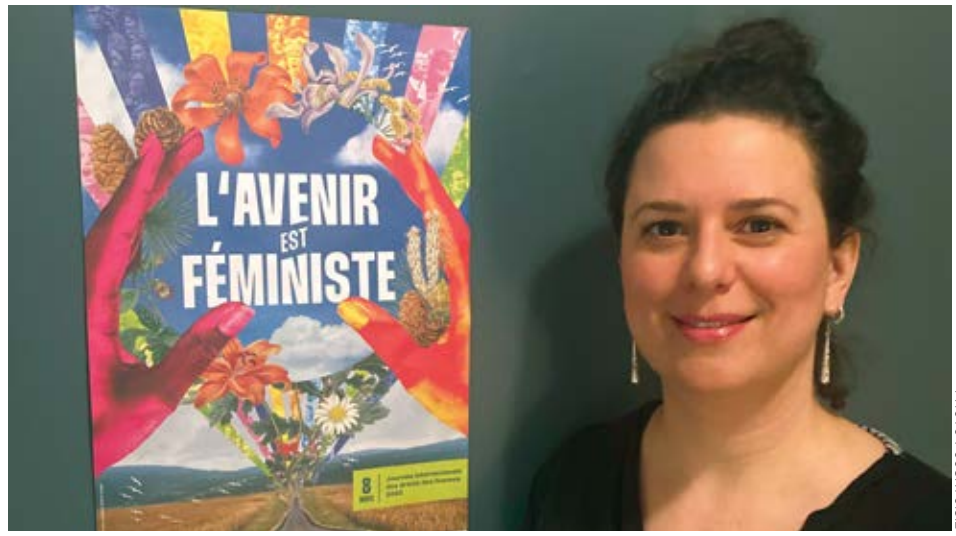


PHOTO : COURTOISIE

Mandoline Blier, co-coordonnatrice du centre de femmes l'Autonomie en soiE (CFAES).

La mission du Centre se veut la plus inclusive possible. Mme Blier constate que la pandémie a amené diverses formes de violence, du stress, de l'instabilité, de l'anxiété et de la pauvreté pour plusieurs femmes. Elle ajoute que la crise du logement à Saint-Hyacinthe est une grande source d'angoisse pour plusieurs membres de son organisme.

Mandoline Blier souligne que les femmes travaillent majoritairement dans des domaines comme la santé, l'éducation, les garderies et le milieu communautaire. Des secteurs où les besoins sont criants avec des ressources insuffisantes. « Espérons que la pandémie aura permis de reconnaître l'importance de ce travail. Le mouvement communautaire peine à offrir de bonnes conditions à ses travailleuses par manque de financement », lance-t-elle.

Liberté et solidarité

Cette année, la Journée internationale des droits des femmes a mis l'accent sur la nécessité d'agir pour un monde tissé de liberté, de solidarité, de justice, de paix et d'équité.

PHOTO : COURTOISIE

Lyne Goulet, porte-parole CO-FEMM.

À titre d'exemple, bien qu'il y ait eu reprise des activités économiques dans de nombreux secteurs, les femmes accusent encore un retard quant à leur retour au travail. Ainsi, en septembre 2021, elles étaient moins nombreuses en emploi qu'elles ne l'étaient avant la pandémie, alors que chez les hommes, le niveau d'emploi observé au même moment était identique à celui de septembre 2019, soit avant la crise sanitaire.

SEMAINE QUÉBÉCOISE DE LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE

Cette année, du 20 au 26 mars 2022, la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle souligne son 34e anniversaire.

Cette semaine de sensibilisation a pour objectif de créer des rapprochements entre la population et les personnes vivant avec une déficience intellectuelle, dans l'espoir de bâtir une société plus inclusive.

Nous sommes plusieurs organismes de la région à travailler auprès de ces personnes et nous nous unissons à nouveau cette année pour sensibiliser la population à leur réalité. Nous sommes :

• Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains, qui jumelle des bénévoles avec des personnes vivant, entre autres, avec cette limitation;

• Le Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté, qui agit pour les droits des personnes handicapées en matière de transport adapté;

• Le Centre Louise-Bibeau, qui offre des services de répit et de dépannage aux familles;

• L'Association des parents des enfants handicapés Richelieu-Val-Maska qui accompagne, soutient, informe et sensibilise les familles. Elle défend les droits individuels et collectifs.

Nous travaillons tous de concert afin de briser l'isolement de nos utilisateurs pour un monde plus juste et inclusif. Bien entendu, vous êtes tous invités à contribuer à nos missions que ce soit par le bénévolat, le don, un geste inclusif ou un simple sourire!

Nous travaillons tous de concert afin de briser l'isolement de nos utilisateurs pour un monde plus juste et inclusif.

Hier versus aujourd'hui

Environ 2 % de la population vit avec cette réalité et, depuis quelques dizaines d'années déjà, un grand nombre de ces personnes évolue maintenant parmi la population en général. Auparavant, elles étaient trop souvent institutionnalisées après le dévoilement de leur diagnostic. Nous avons donc fait du chemin vers cette société plus inclusive, mais il reste aujourd'hui encore bien des préjugés à défaire.

Les préjugés et l'employabilité

Avec cette pandémie qui semble maintenant s'achever, le Québec déplore un manque d'employés plus exaspérant que jamais, et ce, dans tous les domaines d'emploi.

Nous jugeons bon de mentionner que plusieurs de ces personnes ayant à composer avec une déficience intellectuelle nous disent vouloir s'impliquer dans la société et prouver qu'elles aussi, elles sont capables. Certains employeurs pensent encore que « ces gens-là ne peuvent pas travailler » ou « qu'ils ne sont pas productifs ». C'est tout faux! Bien souvent, il suffit d'un peu d'ouverture de la part du décideur pour que toute l'équipe suive le mouvement d'adaptation nécessaire. Il existe d'ailleurs des organisations pour accompagner les employeurs en ce qui a trait à l'employabilité des personnes handicapées et le chef de file en Montérégie est le SDEM SEMO.

Les employeurs de la région qui se veulent innovants sont invités à communiquer avec Mme Christine Larrivée, agente de communication au SDEM SEMO. Vous serez surpris par la gamme de services complète, ainsi que par les retombées positives dans votre communauté.

Pour communiquer avec Mme Larrivée :
1 800 646-6096 poste 228

Par courriel :
christine.larrivée@sdem-semo.org

Site Web :
www.sdem-semo.org/services-offerts/

L'inclusion, c'est l'affaire de tous! Employeur, travailleur, professeur, citoyen, etc. Nous avons tous la possibilité d'améliorer notre société, un acte à la fois.

Merci à vous d'y contribuer!

Les organismes communautaires font entendre leur grogne

À quelques mois de la prochaine élection générale qui se tiendra le 3 octobre 2022, la Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROC-Montérégie) a haussé le ton le 21 février dernier. Plusieurs centaines de personnes, dont les employés d'environ 80 organismes de la région, ont manifesté devant les bureaux du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, afin de mettre la pression sur le gouvernement du Québec pour un réinvestissement dans le secteur.

CARL VAILLANCOURT

« Nous demandons un réinvestissement de 460 M$ par année, et ce, dès le prochain budget à la fin mars. Les organismes communautaires de partout au Québec ont joué un rôle essentiel durant la pandémie. C'est le temps d'offrir des conditions de travail adéquates au personnel des organismes communautaires et de financer la mission », a revendiqué Martin Boire, directeur général de la Corporation de développement communautaire de l'agglomération de Longueuil (CDC AL).

Cette action s'inscrivait dans la vaste campagne de reconnaissance de l'expertise des travailleuses et des travailleurs du milieu communautaire « Les professionnel-les du communautaire, les experts de votre communauté! » lancée plus tôt en février.

Les actions se sont multipliées durant la semaine. Du 21 au 24 février dernier, les groupes communautaires autonomes de partout au Québec ont mis en place des actions concrètes comme des grèves et des fermetures temporaires dans le cadre de la campagne « Engagez-vous pour le communautaire » initiée par la CDC AL.

Le ressac de la pandémie sur les acteurs

Impliquée dans l'organisation de la manifestation du 18 février à Longueuil, Sophie Tétrault-Martel agit comme organisatrice communautaire au Centre de Femmes de Longueuil. Comme beaucoup de ses consœurs et confrères du milieu communautaire, la principale intéressée s'est dite préoccupée par la situation dans son milieu de travail.

« La pandémie liée à la COVID-19 n'a fait qu'exacerber les différentes problématiques que nous observions depuis quelques années. Le nombre de demandes pour nos services a augmenté de façon importante durant la pandémie. Les employés du milieu communautaire sont à bout de souffle et la pression se fait sentir sur le personnel », a expliqué Sophie Tétrault-Martel.

Le 21 février dernier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant les bureaux du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant.

À ses yeux, le milieu communautaire souffre d'un désinvestissement chronique depuis les 40 dernières années. L'une de ses principales critiques adressées au gouvernement, c'est le financement par projet, ce qui vient fragiliser l'autonomie des organismes communautaires dans la réalisation de leur mission.

Questionnée sur le Plan d'action interministériel en santé mentale annoncé par le ministre Lionel Carmant à la fin du mois de janvier, cette dernière salue le rehaussement de 15 M$ par année pour la collaboration avec les organismes communautaires. Toutefois, cela demeure encore insuffisant pour répondre aux besoins croissants de cette clientèle.

« Ça fait des années que nous demandons toujours la même chose, on veut que le financement soit à la mission. Québec injecte des sommes d'argent à l'occasion pour des projets spécifiques, ce qui nous oblige à remplir des tonnes de formulaires, des demandes de subventions et des redditions de compte qui n'en finissent plus. On interfère dans l'autonomie des groupes communautaires », a-t-elle renchéri.

Le gouvernement défend sa feuille de route

Dans une réponse acheminée par la directrice des communications du bureau du ministre Lionel Carmant, celui-ci a confirmé avoir rencontré les deux principaux regroupements communautaires (la Table et la CTROC) en lien avec leurs demandes prébudgétaires pour le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC).

« Depuis notre arrivée au pouvoir, c'est plus de 90 M$ qui ont été investis. Au total, c'est plus de 850 M$ annuellement qui vont aux organismes communautaires », peut-on lire dans un courriel acheminé par Marie Barrette, directrice des communications du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

Un enjeu de campagne électorale

Pour le directeur général de la CDC AL, le sous-financement du milieu communautaire sera un enjeu porté par les quelque 4 000 organismes communautaires du Québec lors de la prochaine campagne électorale.

Plusieurs politiciens étaient présents lors de la manifestation du 18 février dernier, dont trois candidats pour l'élection partielle dans la circonscription de Marie-Victorin, selon notre représentant présent à la manifestation. L'ancien député fédéral et candidat annoncé pour le Parti Québécois, Pierre Nantel, la candidate de Québec solidaire, Sophika Vaithyanathasarma, et la candidate libérale, Émilie Nollet, ont été aperçus sur les lieux de la manifestation.

De son côté, Pierre Nantel était accompagné de la députée de Joliette, Véronique Hivon. Cette dernière a confirmé que son parti allait répondre positivement à la demande de financement à la hauteur de 460 M$ par année pour le milieu communautaire si le PQ était conduit au pouvoir le 3 octobre prochain.

« On a pris l'engagement formel il y a un an de rehausser à hauteur de 460 M$ le financement récurrent des organismes communautaires. Nous sommes le seul gouvernement, en 2014, qui avait pris cet engagement-là à l'époque, qui a finalement été brisé par le suivant. Il est temps que les choses changent », a-t-elle mentionné.

Même son de cloche du côté de la candidate de Québec solidaire pour l'élection partielle dans Marie-Victorin. De ses dires, un gouvernement de Québec solidaire l'automne prochain déposerait même un Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) qui prendrait en considération les demandes du milieu communautaire, ce qui veut dire un rehaussement du financement à la mission ainsi qu'une plus grande reconnaissance de l'autonomie des groupes.

Elle en a profité pour écorcher le gouvernement du Québec sur son réinvestissement de 90 M$ depuis qu'il est au pouvoir en 2018.

« C'est un bel effort, mais c'est clair qu'on veut plus. Les enveloppes budgétaires de 90 M$, il est difficile de savoir où l'argent va directement. On souhaite plus! On souhaite un plan concret avec une vision à long terme », a expliqué Sophika Vaithyanathasarma.

Il a été impossible de joindre la candidate libérale, Émilie Nollet, ainsi que la candidate du Parti conservateur du Québec, Anne Casabonne, avant de mettre sous presse.

Le ministre des Finances, Éric Girard, dévoilera son budget le 22 mars prochain.

La Présentation va informatiser ses réseaux d'aqueduc et d'égouts

La Municipalité de La Présentation, dans la MRC des Maskoutains, est l'une des 15 collectivités du Québec à avoir obtenu un financement du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM), administré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM).

ALEXANDRE D'ASTOUS

Grâce à une subvention de 50 000 $, la Municipalité de La Présentation regroupera l'ensemble des données de ses réseaux d'aqueduc et d'égouts sanitaire et pluvial dans une base de données permettant la génération d'un plan des réseaux avec ses composants. « Nous voulons intégrer sur la base de données GOnet l'ensemble de notre réseau d'égouts et de notre réseau d'aqueduc. Il y a des gens qui vont partir des plans qu'on a déjà pour les entrer dans une base de données qui va nous permettre de relever toutes les bornes d'eau ou les bornes d'incendie sur notre territoire », explique la directrice générale de la Municipalité de La Présentation, Josiane Marchand.

Repérer plus facilement les problèmes

La directrice générale indique qu'une fois les données entrées au complet dans la base de données, le travail de l'équipe municipale sera grandement facilité. Celle-ci pourra suivre ce qui se passe sur les réseaux en temps réel à partir d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un téléphone. Ce sera donc beaucoup plus facile d'intervenir au bon endroit lorsqu'il y aura une fuite d'eau ou de régler n'importe quelle problématique sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts. Avec les données géoréférencées, ce sera plus facile pour les responsables de se rendre directement sur le terrain.

Un relevé GPS sera réalisé pour les poteaux ou vannes des entrées de service ainsi que pour les regards d'égout sanitaire et pluvial. Le projet inclut également la modélisation hydraulique du réseau d'aqueduc, la validation du modèle et les simulations nécessaires pour établir la source de problèmes de fonctionnement en matière de pression et de débit pour déterminer les interventions requises afin d'assurer un niveau de service adéquat à la population.

Plus besoin de courir après des plans papier

La Municipalité a commencé à géolocaliser les principaux éléments de ses réseaux d'aqueduc et d'égouts. La directrice générale estime que le tout devrait être complété d'ici la fin de 2022. Par la suite, les données seront soumises aux gestionnaires de la base de données afin d'y être intégrées. « C'est un projet qu'on voulait réaliser depuis un certain temps. C'est plus facile d'arriver sur le terrain avec toutes les données disponibles sur son téléphone plutôt que de devoir courir après des plans en papier qui sont souvent rangés au sous-sol du bureau municipal. Ce sera très facilitant pour notre travail d'avoir ça sur support informatique », mentionne Mme Marchand.

C'est après avoir pris connaissance de la satisfaction d'autres municipalités utilisant un tel système que La Présentation a décidé de faire une demande de financement pour la réalisation de ce projet.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE?

COMMUNIQUEZ AVEC NOUS!

redaction@journalmobiles.com

MOBILES

PUBLIREPORTAGE

LE CAMP ACADÉMIE, POUR UN ÉTÉ CAPTIVANT !

En cette 12e année, le Camp Académie offre, encore une fois, un large éventail d'activités variées aux multiples thématiques pour les camps spécialisés et le camp de jour régulier. Vos enfants, âgés de 4 à 17 ans, pourront y explorer des disciplines et des activités passionnantes parmi les 60 options au programme qui se dérouleront, tout au long de l'été, sur le site de l'École secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe. De la semaine du 27 juin à celle du 15 août 2022, les activités auront lieu du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h, et un service de garde sera offert gratuitement. En période de pandémie, ce dernier sera ouvert de 7 h 30 à 17 h 30. Tout changement sera communiqué aux parents en temps et lieu.

COVID-19 : UN ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE POUR TOUS
Étant situé sur le site d'une école, le Camp Académie profite de toutes les installations, autant intérieures qu'extérieures. Les nombreux espaces et aménagements sanitaires de l'établissement permettent de respecter les diverses normes préventives. L'organisation du camp suit à la lettre toutes les recommandations gouvernementales afin d'offrir un environnement sain pour vos jeunes, le tout orchestré à merveille pour ne pas brimer le plaisir au camp!

DÉVELOPPER SES APTITUDES SOCIALES, PHYSIQUES ET MENTALES TOUT EN S'AMUSANT
Avec une soixantaine de camps aux thématiques stimulantes telles que le sport, l'aventure, l'art, la cuisine, la science et l'anglais, vos enfants passeront un été divertissant et motivant selon leurs champs d'intérêt. Ils sont tous offerts à différents moments de l'été. Vos jeunes peuvent donc faire plus d'un choix pour ainsi développer diverses passions.

Pour les enfants qui ont entre 4 et 13 ans, apprendre ou perfectionner leur anglais sera possible en partant à l'aventure au camp de vacances immersion anglaise, avec des activités telles que le plein air en forêt, et plus encore. Pour les groupes de 11 à 15 ans, des camps de formation sont disponibles, soit le cours de Gardiens avertis, où ils obtiendront une formation accréditée, et les cours Ado-Anim, qui leur permettront de devenir, à leur tour, animateurs.

Chaque année, une thématique est proposée afin d'agrémenter les activités du camp régulier et les rassemblements de groupes. Cet été, le thème retenu est : Odyssée dans l'espace. Une belle façon de découvrir notre univers!

UN ÉTÉ MOTIVANT, PEU IMPORTE LA TEMPÉRATURE CHOISIE PAR DAME NATURE
L'immensité du site permet d'organiser des activités stimulantes autant à l'extérieur, avec les terrains sportifs et la grande cour, qu'à l'intérieur, avec les salles de danse, l'auditorium, les divers gymnases et bien d'autres. Les jours de pluie et d'intempéries ne sont donc pas une contrainte pour une autre belle journée au Camp Académie.

Les parents sont unanimes : les jeunes reviennent à la maison avec le grand sourire et ils ont hâte au lendemain matin pour retrouver leur animateur et continuer leurs activités. Des semaines couronnées 10/10!

LA SÉCURITÉ AVANT TOUT
Tous les lieux et le matériel sont adaptés et conformes aux normes de sécurité exigées. Chaque enfant possède un casier ou un espace pour y déposer ses effets personnels. Afin de limiter les entrées dans le bâtiment, un mot de passe exclusif est remis à tous les parents afin qu'ils puissent entrer pour récupérer leur enfant en fin de journée.

La sécurité, sous toutes ses formes, est primordiale au Camp Académie, ce pour quoi tout le personnel est recruté selon des normes précises et formé dès leur arrivée dans l'organisation. Les animateurs, habituellement des étudiants de niveau collégial ou universitaire, détiennent des formations validées et un cours de réanimation cardiorespiratoire (RCR). Des ratios d'enfants par moniteur sont déterminés pour les groupes de chaque tranche d'âge dans le but d'assurer un bon encadrement et le respect des mesures préventives. Comparativement au camp de jour municipal, les ratios sont plus petits afin de porter une attention particulière à chacun des participants : 1 animateur pour 8 jeunes, chez les 4 à 6 ans, et 1 animateur pour 12 jeunes, chez les 7 à 14 ans. En plus des formations reçues, les animateurs sont sélectionnés selon leurs connaissances en fonction des camps proposés pour ainsi transmettre, avec passion et enthousiasme, leur savoir aux jeunes.

COLLABORATION OPÉRATION ENFANT SOLEIL
Le Camp Académie remettra 1 $ par semaine vendue à l'organisme Opération Enfant Soleil lors de la grande collecte de fonds ayant pour but de soutenir le développement d'une pédiatrie de qualité pour tous les enfants du Québec. En 2019, c'est un chèque de 9 000 $ qui a été remis à l'organisme.

CAMP ACADÉMIE : DU PLAISIR GARANTI
Le camp est accessible à partir de seulement 159 $ par semaine, service de garde inclus et déductible d'impôts. Aussi, des rabais-fidélité sont applicables aux familles réservant plusieurs semaines. Vous pourriez donc économiser de 20 $ à 140 $. De plus, un rabais supplémentaire de 10 % peut être appliqué durant les semaines de la construction. La programmation complète et les détails du Camp Académie se trouvent sur le site Internet : https://campacademie.com/. Inscrivez-vous en ligne dès maintenant!

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VOUS POUVEZ TÉLÉPHONER AU NUMÉRO SANS FRAIS 1 855 220-CAMP.

22 à 34 $/h dès l'embauche

ON RECRUTE À SAINT-HYACINTHE !

- Caristes
- Opérateurs
- Mécaniciens

TEXTE NOTRE RECRUTEUR AU :

450-712-3448

Jefo

CONSULTE TOUS LES AUTRES EMPLOIS

CANADA LES SOCIÉTÉS LES MIEUX GÉRÉES

Excel-Serres : 40 ans et la pleine maturité

Les Maskoutains les connaissent depuis longtemps, les tomates d'Excel-Serres. Depuis 40 ans, en fait. Aujourd'hui, le producteur en serre de Saint-Damase compte parmi les plus beaux fleurons de l'agriculture maskoutaine.

« Depuis l'automne, on a atteint notre rythme de croisière, confie Dominique Fortier. Au Québec, nous sommes le plus gros des petits producteurs en serriculture et le plus petit des gros. »

PHOTO : ROGER LAFRANCE

ROGER LAFRANCE

Dominique Fortier est propriétaire de l'entreprise depuis 2013. Ingénieure en construction, elle cherchait à cette époque un nouveau défi dans sa vie. Une petite entreprise pour s'occuper un peu, en campagne, loin de la vie trépidante de la ville.

« Quand j'ai visité l'entreprise, je suis véritablement tombée en amour, a-t-elle confié en entrevue à Mobiles. C'était une belle petite entreprise, accueillante, à échelle humaine. »

Elle l'admet d'emblée : elle ne connaissait rien à la serriculture, elle qui était surtout une gestionnaire d'expérience. Mais le fondateur d'Excel-Serres, Gabriel Beauregard, a accepté de la guider en lui transférant son savoir, avec le soutien des employés en place.

Dominique Fortier précise que M. Beauregard avait fait des choix judicieux, tant au niveau des variétés cultivées que des méthodes de production, et il disposait d'une clientèle fidèle. Sur plusieurs aspects, il était un précurseur, notamment en choisissant la biomasse pour chauffer ses serres. « Il avait la recette gagnante », souligne Dominique Fortier.

Mais elle s'est vite fait prendre au jeu. Pour assurer son avenir, l'entreprise se devait de prendre de l'expansion. Depuis 2013, Excel-Serres a connu cinq agrandissements, ses serres passant de 3 000 à 21 000 mètres carrés.

« Depuis l'automne, on a atteint notre rythme de croisière. Pour nous, c'est la taille parfaite. Au Québec, nous sommes le plus gros des petits producteurs en serriculture et le plus petit des gros. Nous sommes très confortables à ce niveau. »

La production de tomates s'étend sur toute l'année. La serriculture est un secteur très technique, car tous les aspects de la production sont contrôlés, que ce soit l'alimentation en eau et en engrais, la pollinisation et le contrôle des insectes nuisibles ou des maladies.

Malgré son expansion, Excel-Serres a maintenu ses valeurs de base, notamment le bien-être des travailleurs étrangers qui assurent la production quotidienne et une empreinte environnementale réduite grâce au choix de la biomasse et du recyclage de l'eau.

La tomate rose en vedette

Dès ses débuts, Excel-Serres a misé sur la tomate rose. Même aujourd'hui, elle représente toujours 60 % de la production. L'entreprise produit aussi six autres variétés, dont rouge, en grappe, italienne et même jaune.

La fraîcheur du produit est l'élément clé de l'entreprise. Les tomates sont acheminées dans les entrepôts des grossistes dès le lendemain de leur cueillette. Elles sont ensuite vendues dans la plupart des supermarchés du Québec.

La serriculture québécoise connaît présentement une expansion marquée, grâce à la volonté du gouvernement Legault de miser sur l'achat local. De nouveaux programmes d'aide ont été mis en place de même que des tarifs réduits en hydroélectricité.

Dominique Fortier félicite ce choix politique. L'entreprise a d'ailleurs été la première à profiter du nouveau programme d'aide. Même s'il compte quelques gros joueurs, le Québec traîne de la patte dans ce secteur, notamment face à l'Ontario.

Toutefois, ce développement rapide n'est pas parfait. L'abondance de tomates de serre sur les marchés a entraîné une baisse des prix.

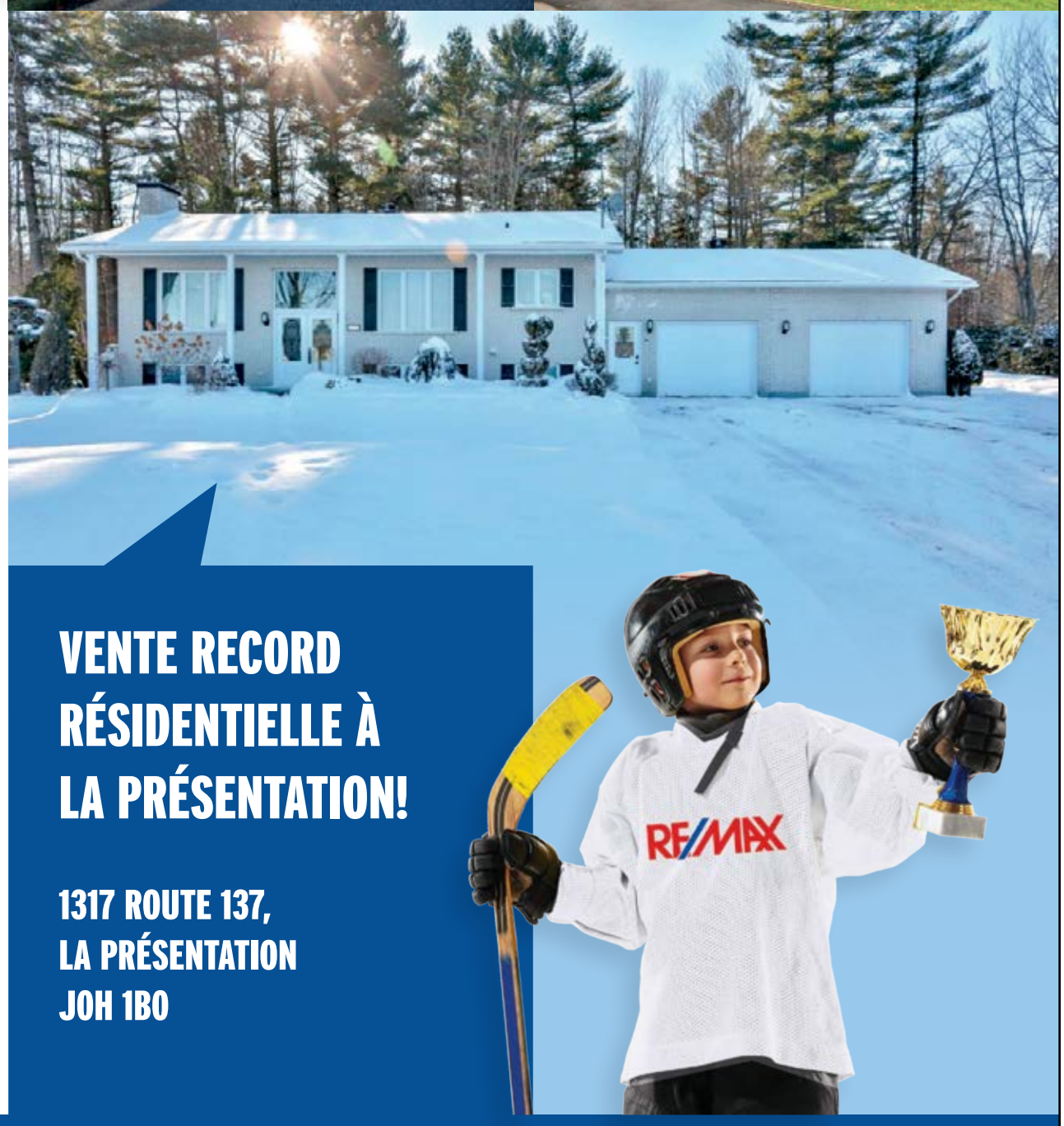
« Présentement, on réussit malgré tout à tirer notre épingle du jeu, confie Dominique Fortier. Il faudra sans doute quelques années avant que le marché se stabilise et puisse absorber toute cette production. »

Parions que la petite tomate rose de Saint-Damase sera encore là pour longtemps.

WOW!

15 transactions depuis le début de l'année et j'ai encore des acheteurs préqualifiés qui attendent votre propriété.

Contactez-moi afin d'avoir le meilleur prix pour votre propriété, je m'occupe de tout!



VENTE RECORD RÉSIDENTIELLE À LA PRÉSENTATION!

1317 ROUTE 137,
LA PRÉSENTATION
J0H 1B0

ENGAGEZ LE COURTIER QUI VA DROIT AU BUT!

RE/MAX RENAISSANCE
AGENCE IMMOBILIÈRE

Tranquilli-T POUR UNE TRANSACTION IMMOBILIÈRE EN TOUTE QUIÉTUDE.

PIERRE-LUC MANDEVILLE

TEL. : 450 278-1118 - 450 771-7707

pierreluc.mandeville@cgocable.ca

3100, AVENUE CUSSON, BUR. 101, SAINT-HYACINTHE, QUÉBEC J2S 8N9

La gestion de l'offre, une « démocrature » agricole

Au plus tard à chaque élection fédérale, le sujet de la gestion de l'offre refait surface. En principe, ce monstre de complexité, maintenant limité au seul pays du Canada, trouve ses fondements dans de nobles objectifs: le premier, stabiliser les prix à la consommation en contrôlant la production de certaines denrées comme le lait (1966 et 1972), la volaille (1971), les oeufs (1966), mais aussi le sirop d'érable (2004 uniquement pour le Québec) et le lapin (2005, uniquement pour le Québec).

MAXIME LAPLANTE, AGRONOME

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)
IRIS-RECHERCHE.QC.CA

Le second but: consolider la rentabilité des fermes. La mise en place de quotas de production, un des nombreux outils des plans conjoints qui encadrent la mise en marché des produits agricoles, permet de dicter ce que chaque ferme a le droit de produire. Ce système ne peut évidemment fonctionner efficacement que si on entrave à la frontière l'entrée de ces mêmes produits. En effet, que vaudrait un quota si on permettait l'arrivée de la même denrée à prix moindre. On peut donc qualifier la gestion de l'offre de contrat social entre l'État et le monde agricole. On garantit des prix stables et intéressants aux fermes qui, en contrepartie, limitent leur production.

La rumeur veut que ce même système soit démocratique et bénéfique pour le monde agricole. Ces deux adjectifs cachent cependant une autre réalité. Alors que la gestion de l'offre est réputée être bénéfique aux fermes, les statistiques sur l'évolution du nombre de fermes montrent clairement qu'au contraire, ce sont précisément les fermes détentrices de quotas qui disparaissent le plus vite.

La principale raison de ce déclin rapide réside dans le blocage quasi systématique de la relève, qui n'a pas les moyens de payer de tels prix lors du démarrage de leur entreprise. Par exemple, le seul prix du quota pour l'équivalent d'une bonne vache est de 24 000$, que le ou la nouvel·le arrivant·e doit payer en dépit du fait que les premiers acquéreurs de quota l'ont reçu gratuitement. Dans le cas des poules, il s'agit de 280$ par volatile. Poulet? 900$ par mètre carré de surface d'élevage. À noter que ces coûts ne concernent que le quota, soit le permis de produire. Il faut ensuite compter l'achat des animaux, leur logement, la nourriture, le travail, etc. Les prix de ces quotas sont également contrôlés par les filières de l'Union des producteurs agricoles (UPA), des gens qui possèdent eux-mêmes du quota. Il s'agit là d'une situation évidente de conflit d'intérêts, un peu comme si Walmart décidait de la part de marché que Metro peut avoir.

En fait, le pouvoir des groupes détenteurs de quotas atteint parfois des proportions démesurées. Par exemple, 162 personnes détiennent la totalité des quotas de production des oeufs de consommation et sont les seules personnes autorisées à fixer les règles de mise en marché. Il y a pourtant des milliers de personnes qui ont quelques poules au Québec. Mais le plan conjoint, outil de contrôle du marché, est géré exclusivement par les 162, sans se soucier des autres. Dans le cas du lapin: 12 personnes détiennent ce pouvoir.

Cette situation de conflit d'intérêts fait en sorte que si la demande augmente pour un produit, comme le lait ou les oeufs, de nou-

	1961	1997	2019	Variation 1961-2019 (en %)
Lait	39 657	12 952	4800 *	-88
Volaille	2 236	912	environ 800 *	-64
Oeufs	environ 900	250	environ 200 *	-78
Céréales et grandes cultures	1 800	4 420	12 500	594
Fruits et légumes	1 659	2 091	environ 4000	141
Autres animaux (bovin, porc, mouton)	7 034	8 891	environ 7300	4
Total	62 487	35 600	environ 30 000	-52

* Avec quota
Source: MAPAQ, UPA et AGECO • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Certaines fermes font plusieurs productions et peuvent apparaître dans plusieurs cases. Les données varient également légèrement selon les sources.

PUBLIREPORTAGE

GROUPE ROBIN : Des racines fortes pour innover et grandir

En direct du siège social du Groupe Robin, accompagné de Nellie, Guillaume a visité les chaleureux bureaux de l'entreprise. L'ambiance au Groupe Robin est très familiale. Cela fait maintenant 50 ans que l'entreprise existe et certaines personnes y travaillent depuis 35 ans, alors que d'autres sont de toutes nouvelles ressources.

ALLIÉS AGENCE CRÉATIVE

Au Groupe Robin, les employés ont la possibilité de pouvoir progresser au sein de l'entreprise, ce qui représente une belle source de motivation. En effet, outre les postes à combler à l'externe, il y a beaucoup de possibilités de promotion interne à même l'entreprise. Ce que le Groupe Robin souhaite, c'est de garder ses gens longtemps et de savoir qu'ils sont heureux au travail.

Chez Groupe Robin, la vie sociale est très importante. L'entreprise a une grande salle à manger fenêtrée qui fait le pont entre les équipes et où des 5 à 7 sont souvent organisés. L'édifice compte également une terrasse au septième étage, endroit où sont célébrés les bons coups parce que l'équipe considère qu'il est important de les souligner.

Le Groupe Robin est en pleine croissance et c'est pourquoi plusieurs postes sont disponibles au siège social. Allant des opérations sur les chantiers, des technologies au marketing ainsi qu'à la comptabilité, le Groupe Robin cherche de précieuses ressources qui vont contribuer au développement de l'organisation.

Si vous souhaitez vous épanouir au Groupe Robin, vous n'avez qu'à vous rendre sur leur site internet sur lequel tous les postes ouverts se trouvent. Est-ce qu'il y a un rôle au Groupe Robin qui pourrait être fait pour vous? Assurément!

La suite sur Journalmobiles.com/leplus

Scannez ce code pour découvrir les emplois disponibles

ROBIN GROUPE

veaux quotas sont émis, mais ne sont distribués que parmi les actuels détenteurs de quotas, au prorata de la taille de leur cheptel. Celui qui a 500 vaches recevra donc 10 fois plus de quotas (à 24 000$ par vache) que celui qui en a 50.

Théoriquement, l'État a mis en place un organisme de supervision de ce système, soit la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ). Cette régie détient toutefois un étrange pouvoir en marge de notre système parlementaire. En effet, elle remplit à la fois les rôles de législateur et de tribunal. Elle dicte elle-même les règles de mise en marché et les applique ensuite. Le tout à l'écart des élus du peuple.

Un exemple? L'article 63 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles est clair: « Un plan conjoint ne s'applique pas aux ventes faites par un producteur directement à un consommateur ». En d'autres termes, si cette loi était appliquée par la Régie, elle vous permettrait d'acheter du lait, du poulet ou des oeufs directement de la ferme, sans que celle-ci ne doive détenir un quota exorbitant. Mais la Régie refuse d'appliquer cette loi et entrave donc les circuits courts de mise en marché, sous la pression des filières de l'UPA.

Et pourtant, la gestion de l'offre pourrait être un formidable outil de développement régional. Les quotas pourraient être attribués en priorité à la relève, aux régions périphériques, au secteur biologique. Ils pourraient aussi être gratuits, simplement prêtés. Il pourrait en outre y avoir différents types de quota (comme le faisait la Belgique dans les années 1980): un quota commercial et un quota de vente directe.

En somme, le problème de la gestion de l'offre, c'est sa gestion. Ce contrat social entre l'État et le monde agricole a été abandonné aux intérêts de cartels privés, souvent en conflit d'intérêts. Dommage, parce que s'il n'y a pas rapidement de réforme de ce système conçu dans les années 1950 et jamais revu depuis, il est condamné à s'effriter sous la pression des accords commerciaux internationaux qui y voient une entrave au libre commerce.

Portraits de famille

Le Comité Éco-Quartier du CCCPEM (Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain) présente Portraits de famille, un projet collectif et citoyen d'appropriation de l'espace urbain par l'observation d'arbres maskoutains. Suivez-nous à travers cette série de portraits et découvrez, sous un angle nouveau, nos quartiers d'aujourd'hui et de demain.

PHOTO : PIERRE RENARD

Portrait no 12 : Les chênes du Boisé Castelneau

Nous sommes quatre chênes à gros fruits matures, quatre survivants des hommes.
Notre bois dense et de première qualité a coûté la vie à presque tous nos ancêtres.
Des bateaux aux tonneaux, du tanin pour le cuir aux parquets chics, notre bois si prisé répondait à tout ça et bien plus encore.

Nous croissons très lentement, jusqu'à 400 ans. Imaginez : le plus vieux d'entre nous était peut-être là avant les premiers colons! Nous pouvons atteindre 30 m de haut et notre canopée, 20 m de large pour un diamètre de 1,2 m. Nous sommes des géants du temps pour ceux qui aiment regarder en l'air, qui voient un hôtel cinq étoiles pour une faune diversifiée attirée entre autres par nos glands doux comestibles.

On nous donne le statut d'arbre rare et noble et, sur le mont Royal, nous valorisons les quartiers adjacents. Même les gens d'ici s'y rendent pour nous voir! Mais aujourd'hui, nous redoutons l'étalement urbain se faisant en toute hâte, car des chênes comme nous n'ont pas de prix. Nous cherchons des gens qui tiennent à nous et qui se tiennent face au développement à sens unique.

Texte : Suzanne Viens

Auassat : À la recherche des enfants disparus

À la fin des années 70, alors qu'Anne Panasuk étudie en anthropologie à l'Université de Montréal, elle accompagne son professeur Rémi Savard pour travailler sur la Côte-Nord. Son passage à Natashquan lui permet de créer des liens avec les Autochtones, ce qui l'amène ensuite à travailler à Radio-Canada Côte-Nord. C'est ainsi que débute la carrière de journaliste d'Anne Panasuk, bien connue pour ses reportages à l'émission Enquête de Radio-Canada, lesquels ont reçu plusieurs récompenses. Son livre Auassat : À la recherche des enfants disparus, paru l'automne dernier, est finaliste au Prix des libraires du Québec.

ANNE-MARIE AUBIN

Les mystérieuses disparitions

L'autrice s'inspire de trois reportages qu'elle avait réalisés pour l'émission Enquête (*Pakuashipi : à la recherche des enfants disparus, Les enfants et Les Oblats : régner sur les âmes et les corps*) et des huit épisodes du balado *Histoire d'enquête : chemin de croix*. Divisé en 14 chapitres, son texte relate de façon chronologique ses démarches entre 2014 et 2019 pour chercher la vérité, éclaircir les zones d'ombre et dénoncer les responsables des enfants disparus, volés ou vendus.

Un passé douloureux

À l'hiver 2014, Anne reçoit l'appel d'une amie rencontrée autrefois à Natashquan. Marie-Marthe Malec veut aider Louisa qui est sans nouvelles de sa sœur Odette, hospitalisée à Blanc-Sablon au début des années 70 pour une grippe. À l'époque, Odette, un bébé d'un an, a été envoyée à l'hôpital de Blanc-Sablon en avion, sans escorte. Quarante ans plus tard, Louisa est toujours sans nouvelles de sa sœur; pire, à l'hôpital, le nom de sa sœur Odette n'apparaît nulle part. Anne apprend qu'il y a huit ou neuf autres enfants de Pakua Shipi qui ont disparu de la même façon à la même époque. C'est le début d'une longue et difficile enquête.

La journaliste livre le fruit de ses recherches menées dans les archives, mais aussi des témoignages et des entrevues. Au fil du temps, la confiance s'établit et les langues se délient. Richard Kistabish, Anishnabe, explique le long silence des Autochtones : « Personne ne veut entendre la peine des parents qui ont perdu un enfant, alors tu te la fermes, tu endures et t'encaisses. [...] Autrefois, ces gens-là, au lieu de crier comme on le fait aujourd'hui, ces gens-là se tuaient, la douleur était trop immense. Ça faisait trop mal. »

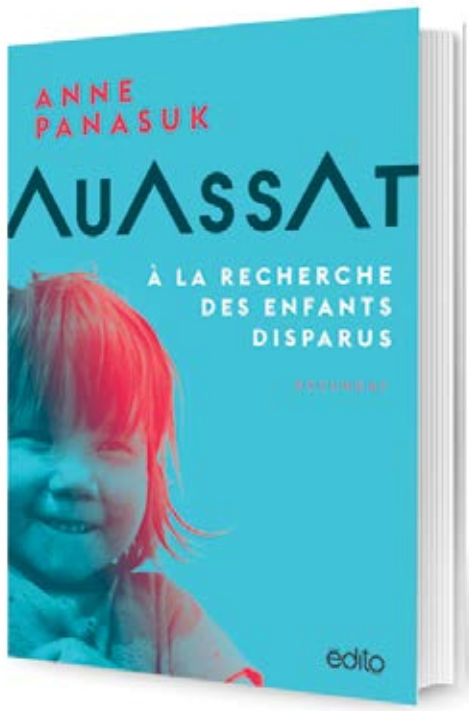
ANNE PANASUK
Auassat : À la recherche des enfants disparus
Édito, 2021, 185 p. (Collection Documents)

Les monstrueux missionnaires

Des Oblats de Marie-Immaculée sont envoyés dans huit communautés autochtones. Les pères « qui régnaient en rois et maîtres » ont contribué à la disparition des enfants en plus d'avoir agressé, enlevé et abusé fillettes, garçons et femmes pendant de nombreuses années. Les témoignages recueillis ont permis de documenter des agressions sexuelles commises par d'odieux missionnaires qui abusaient de leur autorité. Détenant le monopole du téléphone et de la poste, les Oblats contrôlaient tout. Par exemple, ils faisaient signer un formulaire aux parents afin que leur enfant reçoive des soins, mais en petits caractères on pouvait lire qu'ils consentaient à abandonner leur enfant.

Des traumatismes

Pour une personne qui dénonce, neuf autres se taisent toujours. Plusieurs se sont suicidés, incapables de vivre avec leur secret. D'autres souffrent toute leur vie et transmettent cette douleur aux générations suivantes : « Parce que, nous autres, on vit les impacts, pareil, ses enfants, on supporte maman qui est toujours en consommation, en boisson, parce qu'elle a de la misère à vivre avec ça même encore aujourd'hui, ça



fait des années. J'ai 45 ans, ma sœur en aurait 44. Elle aurait eu 44 ans au mois de juillet. Ma mère a toujours pleuré, hein. Nous autres, on a dû supporter ça, on supporte encore la tristesse titanesque de ma mère d'avoir perdu une fille. [...] Il va falloir qu'un jour il y ait une vérité, qu'il y ait une guérison quelque part. »

Anne Panasuk a consacré une grande partie de sa carrière à cette cause. Dans cet essai troublant, elle donne la parole aux victimes, permettant aux survivants de retrouver une dignité tout en dénonçant les coupables. À lire absolument!

CÉGEPS EN SPECTACLE

Les gagnants de la finale locale 2022

Le jeudi 10 février dernier avait lieu la finale locale du concours Cégeps en spectacle au Cégep de Saint-Hyacinthe. Toutefois, étant donné la situation actuelle, le spectacle a été diffusé sur Internet et les quelque 250 spectateurs ont pu apprécier le savoir-faire artistique des participants à travers les 8 numéros présentés. Rappelons que Cégeps en spectacle est un grand événement culturel du réseau collégial qui vise à promouvoir les arts de la scène et l'usage de la langue française.

Arianne Rousseau (Saint-Hyacinthe), étudiante en Sciences, lettres et arts, a remporté les honneurs de cette finale locale. Son numéro de cirque aérien avec des tissus lui a valu le 1er prix, soit une bourse de 600 $ offerte par la Fondation du Cégep de Saint-Hyacinthe. Elle représentera le Cégep de Saint-Hyacinthe le 26 mars prochain lors de la finale régionale Centre-Est organisée, cette année, par le Cégep de Drummondville.

Arianne Rousseau, 1er prix.

Taïla Nadeau, 2e prix.

Mélissa Delage, 3e prix.

Le 2e prix, une bourse de 400 $ offerte par le Cégep de Saint-Hyacinthe, a été remis à Taïla Nadeau (Saint-Jean-sur-Richelieu), étudiante en Soins préhospitaliers d'urgence, pour ses interprétations de *Je déteste ma vie* de Pierre Lapointe et *Je ne suis qu'une chanson* de Ginette Reno. Sa performance lui a aussi permis de remporter le prix du public, soit une bourse de 150 $ remise par le Regroupement des étudiantes et étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe (REECSH).

Quant à Mélissa Delage (Longueuil), étudiante en Estimation en construction et rénovation, elle a reçu le 3e prix, soit une bourse de 300 $ offerte par le Centre des arts Juliette-Lassonde, pour ses interprétations de *Joyeux calvaire* et *Entre deux taxis* des Cowboys fringants, et de *Deux par Deux rassemblés* de Pierre Lapointe, accompagnée de son violon.

Pour cette édition virtuelle du concours Cégeps en spectacle, le jury, qui a assisté à distance au spectacle, était composé de 15 personnes possédant diverses connaissances dans les domaines représentés sur scène. Lors de cette finale locale, une prestation hors concours a été offerte par Mégane Brouillard, humoriste. Enfin, la production de cet événement a nécessité la collaboration de plusieurs étudiants du programme Théâtre – Production qui ont œuvré, entre autres, à la conception des décors, de l'éclairage et du son.

Il est temps de renouveler votre **portrait d'affaire!**

PATRICK ROGER
PHOTOGRAPHE
(450) 502-2545
patrick@patrickroger.ca

Jusqu'au 31 mars 2022
Séance photos sur la couleur de fond de votre choix;
2 photos numériques haute résolution et format web retouchées
et les droits d'utilisations pour
125$+tx (valeur de 150$)
prix de groupe pour les entreprises, soumission sur demande.

MASKATEL
INTERNET | TÉLÉVISION | TÉLÉPHONIE

Fait frette dehors.

Avec le duo sur fibre de Maskatel, amenez-en du froid.

Internet illimité
50 Mbit/s

+

Télévision
Choix 10

Inclus :

- Installation
- Modem routeur sans fil
- Décodeur enregistreur 4k

Pour vérifier la disponibilité et commander : 1 877 560-4545

Crédit garanti de 22 $/mois pendant 36 mois

Duo maintenant à

92 $/mois*1

Prix courant de 114,93 $/mois

*Les prix peuvent augmenter pendant l'abonnement.

maskatel.ca

En date du 31 janvier 2022. L'offre prend fin le 31 mars 2022. Offert aux nouveaux clients résidentiels, là où l'accès/technologie le permettent. Les clients abonnés à des services de Maskatel au cours des 6 derniers mois ne sont pas admissibles. Modifiable sans préavis ; ne peut être combiné avec d'autres offres. Taxes en sus. Forfait Internet 50 Mbit/s illimité : vitesse de téléchargement jusqu'à 50 Mbit/s. Vitesse de partage jusqu'à 50 Mbit/s. La vitesse sur Internet peut varier selon votre configuration technique, l'achalandage sur Internet, le serveur, votre environnement et d'autres facteurs. 1.Votre promotion est calculée en appliquant un crédit mensuel au prix courant. Le prix courant peut augmenter pendant votre abonnement. Si le prix courant augmente, votre prix mensuel augmentera aussi, cependant vous continuerez de bénéficier du crédit mensuel pendant la promotion. Le prix est sujet à un abonnement continu à : un forfait télévision de base, un Choix 10 (38 $/mois), la location d'un décodeur enregistreur 4K (15,99 $/mois, moins un crédit de 15,99 $/mois), Internet 50 Mbit/s illimité (67,95 $/mois), la location du modem routeur (inclus) ; service sans-fil (2,99 $/mois moins un crédit de 2,99 $/mois), moins un crédit multiservice de 10 $/mois et un crédit promotionnel de 3,95 $/mois pendant 36 mois. Toute modification effectuée aux services peut affecter le prix et/ou résulter en la perte de crédits ou de promotions, selon le cas, comme les conditions d'admissibilité à ceux-ci peuvent varier. Des frais supplémentaires peuvent s'appliquer selon les chaînes sélectionnées dans un forfait Choix.